



# Aux marches de l'Afrique

Sept capverdiens sur dix sont des ruraux. Ils vivent dans des structures héritées d'un mode de production colonial très particulier. En s'attaquant à ces structures, la réforme agraire remet en question tout un système de relations qui est le fruit des cinq siècles d'histoire de la société capverdienne. Christian Sigrist est professeur de sociologie et directeur de l'Institut de sociologie de l'Université de Munster en RFA et a effectué de nombreux séjours d'étude au Cap-Vert et en Guinée-Bissao. Ici il analyse les grands moments sociologiques de l'histoire de l'archipel, sans la connaissance desquels une compréhension des conditions de la réforme agraire serait impossible. (Nous reprenons cet article d'Afrique-Asie No. 286, 3.1.1983)

● Le rôle clef joué par le Cap-Vert après son occupation par les Portugais ne venait pas de ses richesses naturelles, mais de sa position géographique de « sentinelle » de la côte occidentale d'Afrique au carrefour des communications entre l'Europe, les Amériques et l'Afrique, aux marches de ce dernier continent. De port d'approvisionnement pour les explorateurs, il devint l'escale obligée des négriers et autres trafiquants, ainsi que le dépôt des esclaves arrachés aux côtes guinéennes. Du capitalisme, l'archipel n'a connu que le stade prolongé de l'accumulation primitive dans ses aspects les plus atroces, et il n'a pas, comme la Guinée, évolué à partir de sociétés paysannes de subsistance relativement stables.

Plaque tournante, le Cap-Vert le fut aussi pour les produits : des plantes américaines comme le maïs et le manioc y transitèrent avant d'être implantées en Afrique occidentale. Dans le sens inverse, le cocotier indien et la canne à sucre furent transplantés au Brésil via le Cap-Vert. C'est de Santiago que partaient aussi bien les esclaves — achetés en Guinée puis déportés, baptisés et reven-

— dus aux marchands qui les amenaient aux Caraïbes et au Brésil — que les toiles manufacturées sur place par des esclaves. C'est là aussi que les voiliers s'approvisionnaient en eau et en viande.

La société capverdienne n'a donc pas connu de mode de production précolonial, mais, d'emblée, esclavagiste ; volés au début, puis achetés à bas prix, les Africains furent coupés de leurs ethnies d'origine, de leurs groupes de parenté. Privés de leurs modes caractéristiques de descendance unilinéaire, ils ne pouvaient ni reproduire les formes d'appropriation collective des terres, ni l'accès égalitaire aux moyens de production, si caractéristiques des sociétés africaines. Au-delà de faibles vestiges du collectivisme africain tels que le *junta-mon* (l'entraide), les structures rurales contemporaines du Cap-Vert sont empreintes d'un individualisme marqué. La dispersion des hameaux, causée par le maronnage (évasions d'esclaves), la destruction des villes par les pirates, les disettes ont accru cette fragmentation individualiste.

La destruction de l'identité culturelle des esclaves traités comme marchand-

ses fut aussi accélérée par le métissage — souvent le fait du viol « normalisé » pratiqué par les seigneurs de Santiago et de Fogo sur les femmes d'origine africaine, utilisées comme « objets de convoitise » et comme instruments de production de nouveaux esclaves. Métissage linguistique également : une nouvelle *lingua franca* est née comme moyen de communication entre Mandingues, Felupes, Balantes, Papeis, etc., dispersés et mélangés, et entre eux et les maîtres.

Dans le domaine religieux, la résistance africaine a été moins forte que dans le domaine linguistique où le vocabulaire et le rythme africains se sont maintenus. Santiago avait, entre autres fonctions, celle d'entrepôt pour la christianisation des esclaves avant leur embarquement pour les Amériques. Les effets en furent dévastateurs pour ceux qui restèrent dans l'archipel. En dépit de la survivance de toutes sortes de « fétichismes », on ne trouve pas un complexe syncrétiste de type vaudou. Aujourd'hui, le catholicisme est absolument dominant.

Dominant, le mode esclavagiste n'était pas pour autant exclusif. Assez tôt, des

structures féodales furent mises en place pour permettre l'exploitation des esclaves affranchis ou pour récupérer les descendants de ceux qui avaient fui vers l'intérieur des terres de Santiago. Une fois l'esclavage aboli, la *parceria*, ou métayage, fut appliquée sur les terres cultivées par les anciens esclaves.

## Métayage de fermage

La *parceria* se distingue au Cap-Vert des institutions ibériques, auxquelles elle doit son origine, par un déséquilibre en faveur du patron. Si la récolte est partagée en parts égales, c'est au métayer de payer tous les frais d'exploitation, sans aucune participation du propriétaire. C'est surtout au xx<sup>e</sup> siècle, et principalement sur Santiago, que le fermage à rente fixe (payée normalement en espèces) s'est substitué à une partie des relations de métayage, les autres îles restant marquées par la *parceria* jusqu'à nos jours. Le système de rente ne garantissait cependant pas toujours un sort meilleur aux fermiers. La vallée d'Engenhos, entre autres, était réputée pour la dureté et l'arrogance des propriétaires et de leurs intendants. Ils exigeaient que les fermiers leur apportent leurs rentes vêtus d'un jabot, refusaient les pièces de monnaie et les renvoyaient chez eux chercher des billets. Chaque amélioration des terrains, chaque augmentation des produits étaient prétextés à une rente supplémentaire.

C'est contre cet atroce régime de dépendance qu'éclata, en 1822, une révolte des fermiers d'Engenhos. Les pratiques d'exploitation n'en continuèrent pas moins. Un exemple : en 1955, un intendant double la *quinta* (taxe pour l'utilisation du moulin à sucre et de l'alambic de distillation). Les fermiers concernés protestent et, ô miracle ! l'administration coloniale leur donne raison. En vain : l'intendant dénonce les contrats de fermage des protestataires et les fait chasser de leurs cabanes, qui appartiennent au grand propriétaire. L'un des malheureux se suicide...

On le voit, l'abolition, au siècle dernier, de l'esclavage n'a pas conduit à la formation de paysans indépendants ou de travailleurs salariés. En somme, au lieu du capitalisme, c'est une variété attardée de féodalisme qui, à la campagne, s'est substituée à l'esclavagisme. De plus, le statut de colonie et la politique mercantiliste provoquaient une extroversion de cette économie dépendante, écrasant toute possibilité de développement autocentré. On en arrive ainsi à ce paradoxe historique : intégré très tôt au marché mondial, le Cap-Vert, de par sa dépendance vis-à-vis de la métropole, se retrouvait économiquement isolé du reste du monde. Exemple significatif de ce paradoxe : le déclin progressif du port de Mindelo, fondé au xix<sup>e</sup> siècle par les Anglais pour approvisionner leurs bateaux à vapeur et négligé ensuite par les Portugais afin de favoriser celui de Lisbonne — abandon qui profita surtout à Dakar.

Poussés à la fuite par la brutalité des maîtres et par les attaques de pirates, les esclaves furent réduits à cultiver

les pentes escarpées de l'intérieur, sujettes à l'érosion. La détérioration qui en résulta, aggravée par les sécheresses, provoqua des famines qui, en un siècle et demi, firent deux cent mille victimes, dont cent mille de 1900 à 1950. Les disettes de 1830-1833 et de 1862-1865 décimèrent 40 % de la population de l'archipel, soit soixante-trois mille personnes. Loin de lutter contre ces catastrophes, les autorités coloniales ont même profité de ces « crises » pour fournir des travailleurs à bon marché aux planteurs de Sao Tomé. Soumis à l'interdiction d'émigrer dans des colonies autres que portugaises, les paysans affamés furent contraints de signer des « contrats » de travail de deux ans minimum, pour des salaires dérisoires et un statut de quasi-esclavage. De 1900 à 1973, quatre-vingt-sept mille trois cent quatre-vingt-cinq Capverdiens furent ainsi déportés à Sao Tomé, alors que les droits international et portugais avaient formellement aboli l'esclavage.

Dans la même période, cent quatre-vingt mille Capverdiens émigrèrent « spontanément », suivant la voie tracée par les marins des îles travaillant sur les baleinières américaines. Il en résulte aujourd'hui une communauté capverdienne d'au moins deux cent mille personnes sur la côte orientale des Etats-Unis. A Santiago, dont 9 % de la population rurale a émigré, 36 % des chefs de famille, donc souvent d'exploitation agricole, sont des femmes. A Mindelo, ce taux s'élève à 41 % ! L'émigration vient donc renforcer le caractère « matrifocal » de la famille capverdienne, un trait que l'on retrouve dans d'autres sociétés créoles, aux Caraïbes surtout. Etat permanent et nécessaire de toute une société, le mouvement de va-et-vient lié aux migrations en fait une « société ouverte ». Cette « ouverture » signifie entre autres un manque d'autosuffisance alimentaire dramatique, puisque, lors des années de sécheresse, il a fallu importer jusqu'à 95 % des céréales consommées.

## La question du prolétariat

Autre trait paradoxal de la société capverdienne : son prolétariat. Il est,

pour l'essentiel, extérieur et latent. Expliquons-nous. Au regard des chiffres, la population est majoritairement rurale (70 %), donc agricole. Mais l'émigration et le double travail modifient cette qualification : les hommes qui, dans une enquête, apparaissent comme cultivateurs ont en grande partie été ouvriers à l'étranger. Un grand nombre de familles ont des membres absents qui travaillent à l'extérieur. Ces figures sociales doubles que sont le paysan-marin ou le paysan-maçon impliquent aussi l'appartenance de nombreux insulaires à deux, ou, même, à plusieurs sociétés. Cela signifie être doublement ou triplement soumis à des pressions sociales, avec les fissures qui en découlent dans le comportement de l'émigré, fissures qui se manifestent par des troubles mentaux reproduisant la schizophrénie socioculturelle où ils sont plongés.

Il existe aussi un noyau prolétarien sur place, principalement à São Vicente, où l'on trouve de petites unités de production textile, alimentaire et halieutique. Les trois cent quarante dockers de Porta Grande, le port de l'île, font preuve, en dépit d'un travail et de salaires irrégulier, d'une conscience exigeante de travailleurs. Le chantier naval en construction viendra renforcer, quoique modestement, ce noyau. Toutefois, le chômage structurel fait qu'une petite part seulement des qualifications industrielles accumulées par des Capverdiens à l'étranger peut être absorbée par le pays. Il empêche aussi la formation d'une conscience de classe : les prolétaires émigrés s'identifient plutôt aux propriétaires fonciers qu'ils rêvent de devenir en réservant une partie de leur épargne aux achats de terre.

La situation instable des migrants résulte de la fragilité des structures agraires. La sécheresse (il n'a pas plu depuis 1968, sauf en 1975, et les puits sont taris) engendre le désœuvrement dans les hameaux, les activités étant bloquées. Seules, les basses vallées irriguées et les zones ayant des puits profonds continuent de produire ; mais, alors, les propriétaires contrôlent les métayers en exerçant le chantage à la coupure d'eau.

O trabalho é a base do desenvolvimento. É através do trabalho que reconstruímos a nossa terra.

Cabo Verde é um país pobre, mas com o esforço do nosso trabalho vamos construir um país melhor.

O futuro está nas nossas mãos, no desenvolvimento da produção.

Ivete e Jacinta  
13 anos



Une partie des grandes propriétés ont été ébranlées par la combinaison des sécheresses avec les crises mondiales des années 1920 et 1930 : les *latifundia* de cultures sèches (maïs) ont été dévalorisées, tandis que les propriétaires de terres irriguées ont fait construire des puits ou des canaux, connaissant ainsi une ascension sociale. Dans ce processus de mobilité sociale, des métis, dont d'anciens émigrés qui investissaient leurs économies, ont pu s'approprier les terres de propriétaires blancs. La décadence agricole de la dernière période du colonialisme, loin d'amoindrir la rigidité de l'exploitation, a entraîné une concurrence accrue entre les paysans sans terre pour obtenir un contrat.

Aujourd'hui, après l'expropriation, en 1975, des plus gros propriétaires, la structure sociale rurale est variée. Un quart seulement des chefs d'entreprise agricole sont des cultivateurs directs ; 40 % environ sont des fermiers ou des métayers sans propriété. Entre ces deux qui sont à la fois cultivateurs directs et fermiers ou métayers. S'y ajoutent, à Santo Antão surtout, les travailleurs agricoles salariés. Nombre de métayers sont contraints de vendre leur force de travail. La tendance au salariat agricole a, entre autres effets, celui de faire régesser l'entraide traditionnelle non monétarisée. Tous ces groupes ont en commun le travail de la terre, ce qui les distingue des propriétaires, consommateurs de rentes foncières et qui, même s'ils ne sont pas absentéistes, se contentent de contrôler les hommes qui travaillent sur leurs terres.

## Origines sociales de la résistance

La monétarisation des rentes foncières a créé un secteur commercial mo-

deste qui, s'ajoutant aux activités liées au port de San Vicente, a contribué à la formation d'une petite bourgeoisie urbaine, au sein de laquelle les Portugais ont recruté une partie de leurs cadres moyens de l'administration coloniale. Pour les fils de propriétaires ruinés, ce type de carrière devenait une nécessité. L'expérience de cette décadence sociale, de la misère du peuple et de l'incapacité de l'administration coloniale a conduit une avant-garde à développer une critique systématique de ce système d'exploitation coloniale. L'alliance de ces intellectuels, dont Amílcar Cabral fut le leader prééminent, avec les paysans en Guinée a créé un mouvement de libération nationale : le P.A.I.G.C., qui se distinguait par une théorie unissant une approche empirique des problèmes sociaux à l'intransigeance révolutionnaire.

Au Cap-Vert, l'opposition d'une intelligentsia frustrée ne constitue pas la première résistance contre le régime colonial. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, plusieurs révoltes paysannes s'étaient produites contre les oppresseurs : émeute des fermiers de la vallée d'Engenhos en 1822 ; conjuration des esclaves à Praia en 1835 ; mouvement des fermiers à Achade Falcão en 1841 ; rébellion à Ribeirão Manuel en 1910. A l'exception de la conjuration de 1835, tous ces mouvements de résistance sont nés dans l'actuel *concelho* de Santa Catarina (île de Santiago). C'est dans la même région que le P.A.I.G.C. a pu organiser, en 1974 et 1975, un mouvement d'occupation de terres et le refus des fermiers de payer la rente ; et c'est sur la base de ce mouvement que le gouvernement national a pu prononcer les décrets de nationalisation des terres des absentéistes en 1975. Il est vrai cependant qu'existent encore des zones où les propriétaires

contrôlent des microsociétés féodales à la manière des caciques, principalement dans quelques vallées de Santo Antão. Les dimensions restreintes de l'archipel et de chaque île en particulier favorisent une personnalisation des relations sociales, dont celles d'exploitation elles-mêmes sont empreintes. Souvent, les métayers d'un patron n'osent pas, et même ne souhaitent pas, faire valoir leurs droits (par exemple celui de convertir le métayage en fermage), parce qu'ils se sentent obligés moralement envers lui, qui est aussi le parrain d'un de leurs enfants.

Etant donné les limites des surfaces irriguées à distribuer aux cultivateurs, il est évident que la réforme agraire, en tant que changement de structures foncières, ne pourra pas à elle seule résoudre les problèmes de l'agriculture, et qu'elle doit être préparée et accompagnée par des investissements techniques, la vulgarisation et par d'autres activités de développement rural. Mais ce changement structurel est une condition préalable pour garantir l'efficacité des innovations et la diffusion des bénéfices des efforts collectifs aux producteurs agricoles. Il ne s'agit pas seulement d'abolir les droits fonciers. Tout aussi importante sera la dissolution des liens de dépendance personnelle et simultanément l'appropriation gratuite de services qui résultera de l'abolition du métayage et du fermage. Ainsi la réforme agraire éliminera-t-elle les dernières traces du mode de production colonial, marqué par la soumission totale des paysans et par le pillage des ressources naturelles au profit de la métropole.